



*Paris, le 25 septembre 2019*

Communiqué de Presse

À l'occasion d'une conférence de presse ce jour, les éditeurs de l'Alliance de la presse d'information générale, ont appris la décision unilatérale de Google de ne plus afficher les très courts extraits des titres compte tenu de l'entrée en vigueur le 24 octobre prochain de la loi créant un droit voisin pour les éditeurs et agences de presse.

Cette décision qui n'a donné lieu à aucun échange ni aucune concertation apparaît comme un véritable contournement de l'esprit de la loi française et plus largement de la directive européenne. Elle marque, encore une fois, la volonté de Google de ne pas respecter les règles et d'abuser de sa position dominante pour imposer sa propre loi.

Surtout elle est en contradiction totale avec les déclarations et autres professions de foi constantes de Google en faveur de la presse et notamment de l'importance de son soutien pour le débat démocratique.

Par-delà la stupéfaction et la colère que provoquent cette attitude de Google, les éditeurs de presse de l'Alliance, forts du soutien du Gouvernement et des parlementaires ainsi que celui de leurs confrères éditeurs européens, entendent solidairement réagir et mettre tout en œuvre pour qu'un véritable partage de la valeur avec les plateformes et les principaux acteurs numériques devienne une réalité.